

## **Séance ordinaire du mardi 11 octobre 2022**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### **Finances**

#### **Présents :**

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

#### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### **Absents / Excusés :**

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE.

## **Convention financière entre l'Association de Promotion des Flux Touristiques et Economiques (APFTE) et la Ville de Montpellier - Remboursement des sommes reçues de Ryanair - Autorisation de signature**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

L'Association de Promotion des Flux Touristiques et Economiques (APFTE) est une association loi 1901 créée en 2010 par la Chambre du commerce et de l'industrie de Montpellier avec plusieurs entreprises, collectivités territoriales et leurs groupements. L'association a pour objet « *la promotion et le développement du tourisme, y compris d'affaires sur le territoire par des marchés de promotion, l'achat de publicités sur internet et de prestations marketing ou tout autre support publicitaire tel que la participation à des foires et salons, pour attirer une clientèle internationale* ».

L'association a conduit entre 2010 et 2017 une politique publique de développement de la fréquentation touristique de son territoire Montpellierain, basée sur diverses études révélant l'impact des flux touristiques européens, issus de nouvelles connexions de transports, sur les économies locales et régionales. Le transport aérien, est dans ce contexte, l'un des principaux vecteurs du développement touristique du territoire. La Ville de Montpellier, au même titre que plusieurs autres collectivités publiques, a décidé d'accorder durant plusieurs années une subvention à cette association. Ces subventions ont permis à l'APFTE de passer des contrats de services de marketing territorial visant à promouvoir la destination Montpellier, avec plusieurs compagnies aériennes, dont la société irlandaise Ryanair.

Par décision du 2 août 2019 concernant l'aide d'Etat SA.47867 2018/C (ex 2017/FC) mise à exécution par la France en faveur de Ryanair et d'Airport Marketing Services, la Commission européenne a ordonné à la France de récupérer auprès de Ryanair les aides illégales et incompatibles accordées par l'APFTE dans le cadre des contrats de services de marketing conclus avec la compagnie aérienne RYANAIR depuis 2010. En exécution de cette décision, Ryanair a remboursé à l'APFTE un montant de 9 206 324,40 €, ce montant correspondant aux aides à récupérer, augmentées d'intérêts.

Cette décision de la Commission a fait l'objet d'un recours en annulation le 3 février 2021 de la part de la Société Ryanair devant le Tribunal de l'Union européenne, en vertu de l'article 263 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Ce recours qui n'est pas suspensif est toujours pendant. Un pourvoi sera ensuite possible devant la Cour de Justice de l'Union européenne.

La décision de la Commission européenne du 2 août 2019 n'étant pas définitive, les sommes versées par Ryanair ne sont donc pas définitivement acquises.

La Ville de Montpellier a émis le souhait de récupérer la somme qui potentiellement pourrait lui revenir en cas d'issue favorable de la procédure. Cette somme est de 707 464,50€ (sept cent sept quatre cent soixante-quatre mille euros et cinquante cents), pouvant être décomposée en 675 469,63 € de principal et 143 573,92 € d'intérêts.

Toutefois, consciente de l'absence de caractère définitif de la décision de la Commission européenne qui a entraîné le versement de la somme de 9 206 324,40 € par la Société Ryanair, et désireuse de garantir l'APFTE et ses dirigeants de toute demande en ce sens par la Société Ryanair, La Ville de Montpellier entend pleinement garantir l'APFTE du remboursement immédiat des sommes reversées en cas d'annulation de la décision de la Commission par le Tribunal de l'Union européenne et éventuellement par la Cour de justice de l'Union européenne en cas de pourvoi.

La présente convention a ainsi pour objet :

- De définir le principe et les modalités de recouvrement, relatif à la part de la Ville de Montpellier (soit 707 464, 50 €) au titre du montant reversé par la Société RYANAIR à l'APFTE (soit 9 206 324, 40 €) ;
- De garantir l'APFTE du remboursement immédiat des sommes reversées en cas d'annulation de la décision de la Commission du 2 août 2019 concernant l'aide d'Etat SA.47867 2018/C (ex 2017/FC) par le Tribunal de l'Union européenne et éventuellement par la Cour de justice de l'Union européenne en cas de pourvoi.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes de la convention entre l'APFTE et la Ville de Montpellier ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Christian ASSAF, Mme Clara GIMENEZ, M. Hervé MARTIN.

**Fait à Montpellier, le 19 octobre 2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 20 octobre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention bipartite APFTE - Ville de Montpellier - Sept 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221011-205109-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 20/10/22  
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.